
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 19/2 (1992)

DOI: 10.11588/fr.1992.2.57327

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

lungstheorie verwiesen, die Spätaufklärern ermöglichte, »am Ideal einer vernunftmäßigen Umgestaltung ohne Terreur und »Maratismus« festzuhalten« (S. 168). Zum zweiten wird kurz ein um 1800 eintretender »Paradigmenwechsel von der politischen Kulturberichterstattung zum reinen Kulturbericht erkennbar« gemacht (S. 178). Einspruch hingegen provoziert die Ansicht, im Verlaufe des Jahres 1793 habe sich die öffentliche Meinung Deutschlands über die Französische Revolution polarisiert. Das geschah, man braucht nur an Neugründungen wie die »Wiener Zeitschrift« (1792–93) zu denken, eindeutig bereits etwa zwei Jahre früher.

Das Gebiet der Musik betritt Uwe MARTIN (Marseille). Er stellt die Frage »Révolution dans la musique allemande?« und bejaht dies durch die Autorität Beethoven und mittels weniger klangvoller Namen aus der Liedkomposition. Zugleich gibt er zu erkennen, daß es verfehlt wäre, die musikalische Rezeption der Französischen Revolution kurzweg ineinzusetzen mit einer Revolutionierung der zeitgenössischen deutschen Musik.

Hält sich auch der durch den Kolloquiumsband vermittelte Neugewinn aufs Ganze gesehen in Grenzen, so ermöglicht doch die Vereinigung verschiedener Fachbeiträge zusätzliche Vergleiche. Und es bestätigt sich einmal mehr, wie relevant und aktuell die Französische Revolution als Forschungsgegenstand bleibt, doch ebenso, wie notwendig interdisziplinäres Zusammenwirken auf diesem gewaltigen Forschungsfeld ist.

Wolfgang ALBRECHT, Weimar

Helmut BERDING (Hg.), Soziale Unruhen in Deutschland während der Französischen Revolution, Göttingen (Vandenhoeck u. Ruprecht) 1988, 258 p. (Geschichte und Gesellschaft, Zeitschrift für Historische Sozialwissenschaft, 12).

Notre connaissance des troubles sociaux qui se sont déroulés en Allemagne pendant la tourmente révolutionnaire souffre d'une faiblesse relative, alors qu'elle devrait bénéficier de la confluence des recherches sur les mouvements populaires et de celles portant sur la réception de la Révolution française (R.F.). En fait, les premières ont plutôt délaissé cette période charnière, au profit de celles qui l'encadrent, en raison de la coupure institutionnelle entre historiens modernistes et contemporanistes; et les secondes se sont penchées d'abord sur les élites intellectuelles et sur l'avant-garde politique des Jacobins, sans pouvoir vraiment démontrer leur influence sur les mouvements populaires. Un colloque, dont ce livre est le fruit, s'est tenu en septembre 1987 près de Giessen pour essayer de combler cette lacune. Quatorze spécialistes reconnus de ces problèmes se sont efforcés de répondre ce faisant à trois questions: 1. Les tensions sociales sont-elles à l'époque moins fortes en Allemagne qu'en France ou est-ce une illusion d'optique due au manque de recherches locales? 2. Comment ranger ces troubles dans la typologie des formes de protestation: dans celles d'Ancien Régime ou celles du XIX^e siècle! 3. Dans quelle mesure ces mouvements ont-ils été influencés, voire provoqués, par les événements français?

Rolf REICHARDT ouvre ce recueil par une étude des retentissements de la prise de la Bastille dans l'opinion allemande: l'exploitation des comptes-rendus de la presse du mois de juillet 1789 (20 journaux dépouillés) montre un mélange de sympathie fascinée et de répulsion devant les excès de violence. L'auteur suit ensuite le réemploi de la symbolique et de la thématique révolutionnaire à travers toute l'Allemagne au début des années 1790 (cocarde, fraternisation avec les soldats, prise de »Bastilles«). Les réminiscences sont plus nombreuses dans les troubles paysans, plus violents, qui eux-mêmes présentent le plus d'analogie avec le mouvement dans la province française.

Les dix communications suivantes sont consacrées à des études locales ou régionales, qui permettent une dissection fine des troubles sociaux. Elisabeth FEHRENBACH observe ceux qui ont agité la principauté de Naussau-Saarbrück d'août 1789 à 1793, et en particulier ses campagnes excédées par l'accroissement de la pression fiscale et féodale. Le mouvement ne se

radicalise pas vraiment car le recours au tribunal d'Empire de Wetzlar et l'entrée des Français contraignent le prince à céder aux revendications paysannes, qui restent par ailleurs très traditionnelles. Erich SCHUNK étudie, dans le duché de Palatinat-Deux-Ponts, les conflits qui opposent, autour de la forêt et de son exploitation, le prince et les communautés paysannes. L'attachement de ces dernières à une utilisation communautaire des ressources forestières ne doit pas être pris seulement comme un signe d'archaïsme, mais comme une rationalité différente de celle de l'Etat princier. Bien que peu politisés, les paysans obtiendront satisfaction en grande partie grâce à la menace de la Révolution, puis à l'entrée des troupes françaises.

Klaus GERTEIS s'est intéressé aux troubles urbains dans l'Ouest et le Sud-Ouest (Cologne, Neuss, Mayence, Heidelberg). Il y distingue un « système de conflit diffus », conduit par des artisans et des commerçants menacés dans leur statut économique et social, que rejoignent éventuellement des déclassés frappés par la concurrence. Ils utilisent des modes d'expression variés mais sans nouveauté (pétitions, procès, manifestations, émeutes).

Jürgen VOSS place sa loupe sur les territoires de l'évêché de Spire situés sur la rive droite du Rhin. La particularité de cette petite principauté tient à la personnalité haute en couleur de l'évêque régnant, Auguste de Limbourg-Styrum: ce despote ultra-réactionnaire, ennemi des lumières, vomissant la R. F., se révèle être en revanche un bon gestionnaire et un modernisateur dans le domaine économique, mais ce au prix d'un alourdissement des charges pesant sur ses sujets. Certes, les troubles provoqués par cette surexploitation ne prennent guère d'ampleur et resteront dans le cadre traditionnel des mouvements d'Ancien Régime. Mais jamais les sujets d'un tel prince n'auraient osé se dresser contre lui sans la proximité de la R. F.

Klaus MÜLLER étudie les mouvements d'artisans et de bourgeois dans les villes du duché de Berg. Il en situe la source dans des conflits plus anciens, qui font même resurgir les vieilles coupures confessionnelles, mais attribue à la R. F. le rôle d'accélérateur de la crise. Les mécontents ne cherchent pas leur modèle en France, mais dans un passé plus ou moins idéalisé. Christine et Gerd VAN DEN HEUVEL tirent des conclusions assez proches de leur étude du « tumulte paysan » de Gesmold (1794), une seigneurie dans l'évêché d'Osnabrück. Là, les références à la R. F. sont même plus évidentes (prise d'un donjon « Bastille » et libération de prisonniers). Mais le mouvement en reste au niveau superficiel de la symbolique, sans véritable pensée ni programme politique. La stratégie de résistance des paysans s'appuie toujours sur la juridiction territoriale, qui les a aidés avant 1789 à faire face à l'arbitraire féodal, mais qui est désormais moins encline à le faire.

En Hesse-Cassel (Winfried SPEITKAMP), les conflits ruraux et urbains, provoqués par la crise économique et ravivés par le contexte révolutionnaire, font espérer aux Etats provinciaux qu'ils pourront obtenir un contrôle de l'absolutisme princier. Les troubles ne prennent cependant pas assez d'ampleur et les Etats sont trop faibles pour contraindre le prince à de telles concessions.

La Saxe est le cadre de la plus importante révolte paysanne que l'Allemagne ait connue pendant cette période (1790). Michael WAGNER recherche quels liens les témoins ont vu entre ces événements et la R. F. Les paysans eux-mêmes s'y réfèrent de temps à autre et se sentent ainsi encouragés dans une radicalisation antiaristocratique. La vision des élites varie certes en fonction des optiques philosophiques et politiques, mais personne n'a cru vraiment à la contagion en Saxe de la Révolution. Pas même les autorités, dont le discours accuse volontiers les idées et les agents venus de l'étranger, mais dont les délibérations internes et les comportements démentent cette thèse.

Nous changeons complètement de milieu avec Otto DANN qui analyse les répercussions de la R. F. dans la société universitaire de Jena (en forçant quelque peu la notion de « trouble » jusqu'à englober sous ce mot toute expression d'opinion personnelle ou collective). Les anciens ordres étudiants ont parfois des velléités de changement social qui les conduisent à affronter les autorités (1792), mais ils agissent le plus souvent en conservateurs des vieux privilèges, s'opposant à ceux qui veulent la suppression des duels (1791) ou l'autodissolution

des ordres (1794). Certains étudiants refusent d'entrer dans cette société d'ordre (fondation de la Société des Hommes Libres) et adhèrent aux idées du philosophe Fichte dont l'enseignement à Jena de 1794 à 1799 semble avoir joué un rôle important dans la cristallisation des troubles et le développement des conflits (querelle de l'athéisme).

En Autriche (Helmut REINALTER), les mouvements sociaux, comparables à ceux décrits plus haut, sont assez peu influencés par la R. F. Cette communication est la seule à mentionner le mécontentement provoqué par les prélèvements et les recrutements liés à la guerre. C'est d'ailleurs le rôle de gendarme de l'Empire joué par l'Autriche qui explique aussi que ces mouvements aient été immédiatement étouffés par une répression efficace.

Avec ARNO HERZIG, nous quittons les études régionales pour une analyse générale de la protestation des catégories inférieures de la population. Dans les villes, les références à la R. F. se limitent au discours («faire comme à Paris»), les symboles (cocarde, arbres de la liberté) étant surtout repris par les élites. Dans les campagnes, la contestation des droits seigneuriaux ne débouche pas sur le rejet du féodalisme, mais plutôt sur celles des innovations capitalistes. Si la Révolution a renforcé la capacité de protestation des classes inférieures, elle n'a pas conduit à la réception d'un programme politique.

JOSEPH MOOSER observe que les élites interprètent le phénomène révolutionnaire comme la séduction d'un peuple irresponsable et ignorant par des hommes qui exploitent les crises de subsistance. Ce qui conduit la plupart des états allemands à maintenir un encadrement du prix du pain alors que la «loi du Maximum» est présentée généralement comme un régime de terreur et que les élites éclairées professent le libéralisme économique.

VOLKER PRESS conclut en analysant finement les diverses répercussions de la politique d'endiguement de la Révolution adoptée par l'Empire sous l'impulsion de François II. L'engagement de l'Autriche lui a permis d'étendre son contrôle sur l'Allemagne du Sud, mais la Prusse en a aussi profité pour étendre sa propre zone d'influence. La combinaison des moyens militaires et juridiques ont permis d'endiguer les mouvements populaires, tout en restant dans le cadre traditionnel de l'Empire.

Il manque à ce livre une conclusion générale. Elle aurait pu être bâtie à partir des traits communs à la plupart de ces communications. Tous ces mouvements de protestation sont alimentés par des revendications de type traditionnel ou par des crispations conservatrices devant la modernisation, qui ne débouchent sur aucune traduction révolutionnaire, ni même politique. On est frappé par le rôle que jouent les cadres traditionnels de l'Empire, notamment les tribunaux de Wetzlar et de Vienne, dans la résolution ou l'atténuation des conflits. Dans ce contexte, la France révolutionnaire n'est pas un modèle, mais un simple encouragement à la révolte, une référence utilisée comme menace ou provocation, sans qu'on aille au delà du symbole. Cependant, certaines situations ne sont pas sans rappeler ce qui s'est passé dans la Province française en 1789-1790. A ceci près qu'il manquait ici les événements parisiens pour alimenter le feu de la Révolution.

Jean-Luc LE CAM, Quimper

Gunter THIELE (Hg.), *Demokratisierung in der Französischen Revolution. Wirkungen auf Deutschland, Analysen und Zeugnisse – Bild- und Musikdokumente*, Villingen-Schwenningen (Neckar-Verlag) 1990, 272 p. (Forschen – Lehren – Lernen. Beiträge aus dem Fachbereich IV (Sozialwissenschaften) der Pädagogischen Hochschule Heidelberg, 3).

Cet ouvrage collectif réunit les contributions, parfois élargies, d'un colloque tenu à la fin juin 1989 à l'École Supérieure de Pédagogie de Heidelberg. La diversité de ces contributions, et même parfois leur caractère un peu disparate, apparaissent bien dès le long titre du livre: d'une part l'étude des processus de démocratisation les plus divers à l'œuvre dans la Révolution française, d'autre part l'examen de la «réception» de ces phénomènes en terre